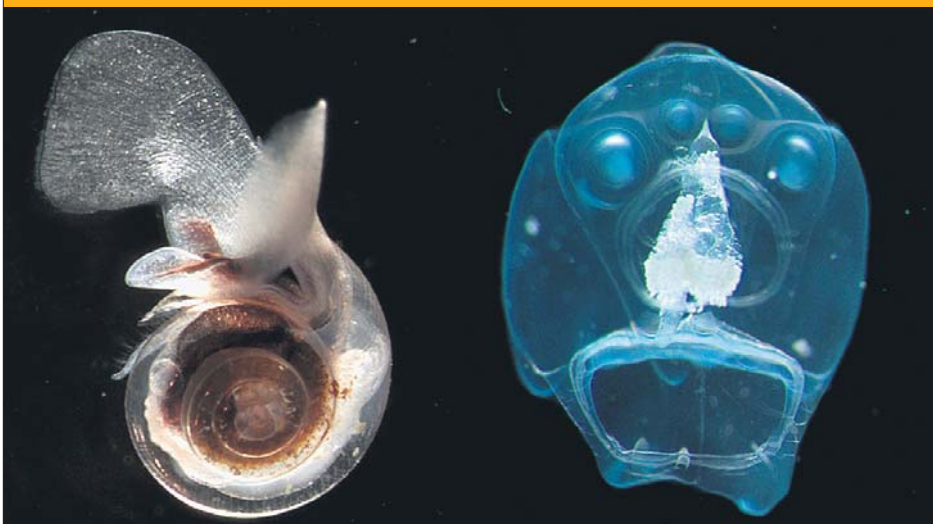


NOUVELLES IMAGES DE LA VIE MARINE



Poursuivant sa mission herculéenne de recensement de la vie marine, le Census of Marine Life (CoML) a dévoilé sa moisson annuelle de découvertes et de curiosités pêchées jusque dans les profondeurs des océans de la planète. Dans le livre des records pourront s'inscrire ces crevettes et ces coquillages qui vivent près d'une cheminée hydrothermale crachant des fluides de plus de 400°C, à 3 km de profondeur dans l'Atlantique, près de l'équateur. A cette température le plomb fond, soulignent les chercheurs qui veulent comprendre comment ces crustacés supportent un tel coup de chaud alors qu'alentour l'eau est à 2°C.  
Photo: le ptéropode *Limacina helicina* et un siphonophore *Hippopodius hippopus*.

FINANCEMENT

## Paludisme: la Fondation Gates amène du sang neuf à Genève

L'institut FIND, basé à Genève, reçoit 9,8 millions de dollars pour le développement d'un diagnostic rapide et fiable de la maladie.

LARA PIZURKI  
À GENEVE

Le parasite retors sera désormais traqué sur tous les fronts en parallèle. Et la cité de Calvin participera, une fois de plus, à la bataille rangée menée contre le paludisme, en mettant l'accent sur le diagnostic. C'est en effet à la *Foundation for Innovative New Diagnostics* (FIND) qu'a été attribuée une partie du don de 83,5 millions de dollars offert par Bill et Melinda Gates, dans le cadre de leur nouvelle campagne, annoncée hier.

Un sommet dédié à cette maladie, présidé par George et Laura Bush, aura lieu jeudi prochain à la Maison-Blanche. C'est à cette occasion que Melinda Gates en appellera aux quelque 250 leaders politiques, experts scientifiques et responsables de la lutte antipaludéenne présents pour promouvoir une mobilisation globale de plus grande envergure afin de combattre la pandémie.

«Le diagnostic du paludisme demeure très difficile à établir dans les pays en voie de développement. Les microscopes traditionnels offrent en effet une sensibilité moindre pour détecter le parasite dans les globules rouges», explique Giorgio Roscigno, CEO de FIND. Afin de pallier ce problème, plus d'une trentaine de sociétés se sont employées à mettre au point de nouveaux tests rapides et fiables, au cours de ces cinq dernières années.

**Réservé les traitements à ceux qui en ont besoin**

Si le médecin se félicite de la facilité d'utilisation de ces nouvelles techniques, il déplore cependant leur manque d'adaptabilité aux contraintes spécifiques du terrain. Certes, il suffit désormais d'une goutte de sang et d'un kit de détection d'anticorps spécifiques pour démasquer l'intrus. «Certains des réactifs ne résistent toutefois pas à la température élevée de ces régions. D'autres nécessitent carrément d'être stockés à 4 °C. Par ailleurs,

chacune de ces méthodes ne permet de reconnaître qu'une partie des souches de la malaria», précise le médecin.

La FIND va donc utiliser les 9,8 millions de dollars de la Fondation Gates dans le cadre d'un programme de cinq ans afin d'apporter des solutions à ces problèmes. Un projet mené en étroite collaboration avec l'OMS, dont l'institut est un spin-off depuis 2003. La première étape consistera à évaluer l'ensemble des tests de dépistage rapide présents sur le marché, à l'aide d'une méthodologie et d'un matériel de référence. Tout en établissant une comparaison de leur performance en laboratoire et sur le terrain.

De nouvelles solutions améliorées seront également développées et examinées. Le programme prévoit en outre de cerner les obstacles techniques et commerciaux qui freinent le développement d'alternatives plus précises et plus fiables.

«Un diagnostic précis et bon marché est indispensable pour plu-

sieurs raisons. Les épisodes fébriles, fréquents chez les enfants, sont souvent traités au moyen d'antipaludéens en absence de preuves. Ceux d'entre eux atteints d'une autre pathologie, telle qu'une pneumonie, reçoivent donc un médicament inadapté à la place d'un traitement indispensables», s'inquiète l'expert. Une pratique qui provoque en outre une augmentation drastique de la résistance aux remèdes contre la malaria.

**Plusieurs milliards de dollars en perte de productivité**

Deux générations de médicaments ont ainsi été perdues et l'un des derniers remparts efficaces est l'artémisinine. Cet extrait de plante, notamment optimisé par le laboratoire Médiplant en Suisse (*lire d'Agefi* du 29 novembre 2005), ne peut donc en aucun cas être gaspillé. Près de 40% des dépenses de santé publique dans les pays en voie de développement affectés sont dus à ce parasite. Le Plasmodium est par ailleurs responsa-

ble de la moitié de tous les cas d'hospitalisations. «La perte de productivité se chiffre à plusieurs milliards de dollars», rapporte Giorgio Roscigno. Rien d'étonnant, au vu de l'incidence de la maladie: 300 millions de nouveaux cas aigus par année, qui s'accompagnent du chiffre terrible d'un million de décès rapportés au cours de la même période.

La FIND a déjà bénéficié d'un premier subside de 23 millions de dollars octroyé par la Fondation Gates, en 2003. Ces fonds ont servi à développer de nouveaux diagnostics peu coûteux dans le cadre de la tuberculose, qui seront commercialisés en 2008 et l'année suivante. L'institut suisse à but non-lucratif finance également des partenaires publics, dont le secteur académique, ou privés, tels que Roche Diagnostics. Son troisième axe de management est centré, pour sa part, autour de la maladie du sommeil.

[lpizurki@agefi.com]

LES OURS SUÉDOIS HIBERNENT EN RETARD  
Déboussolés par un automne exceptionnellement doux, les ours d'un parc animalier situé à 150 km au sud de Stockholm ont pu se mettre en hibernation avec plus d'un mois de retard. L'automne a été le plus chaud depuis 1860.

«REACH»

## L'UE va adopter une loi sans précédent pour contrôler les produits chimiques

La législation imposera l'enregistrement de 30.000 substances fabriquées ou importées pour des quantités dépassant une tonne par an.

FABRICE RANDOUX

Après trois ans de féroces controverses, l'UE va se doter demain d'une législation ambitieuse pour contrôler les produits chimiques, présents dans les produits de consommation courante et soupçonnés d'être responsables de nombreux cancers.

**Les écologistes estiment que l'industrie a été ménagée**

Les eurodéputés voteront en seconde lecture le projet de réglementation «Reach», selon les termes du compromis mis au point il y a dix jours entre les négocia-

teurs des Etats membres et du Parlement européen, les deux organes législatifs de l'UE. Même si les écologistes, qui jugent les concessions à l'industrie trop importantes, présenteront des amendements, l'issue du vote ne fait guère de doute dans la mesure où les trois principaux groupes politiques (conservateurs, socialistes et libéraux-démocrates) soutiennent ce compromis.

Pour le rapporteur du texte, le socialiste italien Guido Sacconi, les eurodéputés vont adopter tout simplement «la législation la plus ambitieuse du monde pour les générations futures». Bien qu'elles soient présentes un peu par-

tout au quotidien (textiles produits de nettoyage, revêtements, peintures, appareils électriques, jouets etc...), on ne connaît tout simplement pas les effets de milliers de ces molécules, soupçonnées d'être responsables de l'augmentation des allergies, des cancers ou de l'infertilité, notamment, du fait de leur persistance dans l'organisme tout au long de la vie. Sur quelque 100.000 substances commercialisées dans l'UE, seules celles mises sur le marché depuis 1981, à peine 3000, ont été étudiées. Reach (acronyme en anglais d'Enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques)

va instaurer, sur 11 ans, l'enregistrement de quelque 30.000 substances fabriquées ou importées dans l'UE pour des quantités dépassant une tonne par an.

**Les industriels devront prouver la non toxicité des produits**

Ce ne sera désormais plus aux autorités publiques de démontrer la nocivité des produits, mais aux industriels de prouver qu'ils sont sûrs. Les tests de sécurité et l'enregistrement des substances dans une agence basée à Helsinki se feront progressivement d'ici 2018, en donnant la priorité aux plus gros volumes et aux substances les plus préoccupantes. L'indus-

trie a obtenu de ne pas devoir présenter de rapport de sécurité pour celles produites en quantité inférieure à 10 tonnes par an. L'ultime controverse a porté ces derniers mois sur l'autorisation des substances les plus dangereuses, comme celles qui sont cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR). Certaines pourront finalement continuer à être autorisées si les risques sont «valablement maîtrisés». Mais les industriels devront prévoir un plan de substitution, dès lors qu'une solution de rechange existe, ou à défaut présenter un plan de recherche et développement pour en trouver une. - (afp)